

**EXTRAIT DU REGISTRE**

DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA COMMUNE DE **CHAMPAGNAC**

**Nombre de Membres:**

En exercice: 10

Présents : 10

Votants : 10

**Date de la convocation**

21/09/2011

**Date d'affichage**

05/10/2011

**Séance du 29 septembre 2011**

L'an deux mil onze

et le vingt neuf septembre

à 20 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement, convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Mr BLIN Gérard, Maire.

**Présents :** Mmes Mrs BLIN Gérard, RODE Michel, PELLETAN Rodolphe, TANGUIDE Laurent, PUBLIE Laurent, DUREAU François, MOLLE Anne, GAUTIER Marie-Josèphe, CLEMENT Jean-Marie, CHERAT Rose-Marie

**Secrétaire :** Mr DUREAU François

**Objet : Prescription de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme**

Mr le Maire rappelle au Conseil Municipal que l'entrée en vigueur de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000, relative à la solidarité et au renouvellement urbains, complétée par la loi n° 2003-152 du 2 juillet 2003 urbanisme et habitat et la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ont modifié le régime juridique des documents d'urbanisme et notamment les plans d'occupation des sols devenus plans locaux d'urbanisme.

Mr le Maire expose ensuite que la carte communale approuvée le 1<sup>er</sup> avril 2005 ne permet plus de satisfaire les demandes de personnes désirant s'installer sur la commune.

Mr le Maire présente l'intérêt pour la commune de se doter d'un Plan Local d'Urbanisme :

**consolider la population communale avec un objectif de :**

poursuivre un développement démographique raisonné pour les 10 ans à venir avec une approche économe de la consommation d'espace,

favoriser l'accueil de populations nouvelles, diversifiées,

favoriser une politique équilibrée du logement, tant en terme d'accession à la propriété que de locatif en parc public ou privé,

constituer des réserves foncières ;

Pour extrait conforme

Maire



BLIN Gérard

**conserver et renforcer la qualité du cadre de vie local :**

préserver le caractère rural,

protéger et mettre en valeur le patrimoine historique, bâti et paysager,

améliorer l'offre en équipements dans le bourg,

assurer la desserte en réseaux de l'ensemble des secteurs urbanisés ou à urbaniser ;

**permettre l'accueil et le développement des activités économiques :**

permettre l'extension du tissu artisanal et commercial dans un cadre de mixité avec l'habitat tout en assurant une transition entre les espaces urbains les espaces agricoles,

soutenir les activités économiques en présence,

maintenir, voire développer, l'offre de services à la population ;

**préserver et mettre en valeur l'environnement :**

protéger les espaces naturels, agricoles et forestiers,

préserver les secteurs les plus sensibles sur le plan écologique,

conserver les continuités écologiques qui existent sur le territoire,

favoriser les démarches d'économie d'énergie,

penser le paysage comme un élément structurant dans l'organisation du territoire,

préserver les grandes unités paysagères,

limiter les extensions linéaires du bourg et des villages,

conserver les cônes de vues identitaires,

porter une attention particulière sur l'intégration paysagère des futures constructions,

intégrer le facteur risque naturel et en assurer la prévention.

Mr le Maire propose donc au Conseil Municipal de se prononcer sur le lancement d'une procédure d'élaboration du plan local d'urbanisme sur le territoire de la commune.

**Après avoir entendu l'exposé du Maire ;**

VU, la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000, relative à la solidarité et au renouvellement urbains ;

VU, la loi n° 2003-152 du 2 juillet 2003 urbanisme et habitat ;

VU, la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

VU, le décret n° 2001-260 du 27 mars 2001 modifiant le code de l'Urbanisme et le code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique et relatif aux documents d'urbanisme ;

VU, les articles L 123-6, L. 123-13 et L. 123-19 modifiés du code de l'Urbanisme, relatifs au contenu de la délibération prescrivant l'élaboration d'un plan local d'urbanisme;

VU, l'article L. 300-2 modifié du code de l'Urbanisme relatif à l'obligation de concertation;



Pour extrait conforme

Le Maire

BLIN Gérard

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité**

**DECIDE**

**1** - de prescrire l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme sur le territoire communal, dans les conditions et formes fixées par la loi du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains, la loi du 2 juillet 2003 urbanisme et habitat et la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement;

**2** - de demander au Maire de solliciter auprès de Mr le Préfet l'association des services de l'État pour l'élaboration du plan local d'urbanisme ;

**3 a** - de donner tout pouvoir au Maire pour choisir le (ou les) organisme(s) chargé(s) de l'élaboration du plan local d'urbanisme ;

**3 b** - autorise le Maire à signer tout contrat, avenant, convention ou marché nécessaire à l'accomplissement de l'élaboration du plan local d'urbanisme ;

**4 a** - décide que la concertation prévue par l'article L.300-2 du code de l'Urbanisme avec les administrés, les associations locales et les autres personnes concernées dont les représentants de la profession agricole se réalisera par :

✓l'affichage en mairie de panneaux réalisés par le bureau d'étude chargé de la révision du PLU, faisant apparaître les orientations et les plans schématiques relatifs au contenu du PLU et notamment au projet d'aménagement et de développement durable ;

✓la mise à la disposition du public en mairie d'un registre où des observations pourront être renseignées ;

✓la tenue d'une ou plusieurs réunions publiques d'informations;

✓informations dans le bulletin municipal et sur site le internet de la commune.

**4 b** - dit que le bilan de la concertation sera établi par délibération du Conseil Municipal, au plus tard, au moment de l'arrêt du projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme ;

**5 a** - autorise le Maire, conformément à l'article L. 121-7-al. 1<sup>er</sup> du code de l'Urbanisme, à solliciter de l'État l'attribution d'une dotation financière destinée à compenser les dépenses entraînées par les frais matériels et d'études nécessaires à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme ;

**5 b** - autorise le Maire, à solliciter du Conseil Général de la Charente-Maritime l'attribution d'une dotation financière destinée à compenser les dépenses entraînées par les frais matériels et d'études nécessaires à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme ;

**5 c** - dit que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes, sont inscrits au budget de l'exercice considéré en section investissement.



Pour extrait conforme

BLIN Gérard

Conformément à l'article L 123-6 du code de l'Urbanisme, la présente délibération sera notifiée :

- au Préfet ;
- au Président du Conseil Régional ;
- au Président du Conseil Général ;
- au Président de la Communauté de Communes de Haute -Saintonge
- au Président de la Chambre de Commerce et de l'Industrie ;
- au Président de la Chambre des Métiers ;
- au Président de la Chambre d'Agriculture.

Conformément à l'article R 123-25 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie, durant un mois, et d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur

017-211700828-20110929-D20-2011-DE

Acte certifié exécutoire

Réception par le sous préfet : 05/10/2011  
Publication : 05/10/2011

Pour l'"Autorité Compétente"  
par délégation



Pour extrait conforme  
Le Maire

BLIN Gérard